
L'ÉGLISE, SOCIÉTÉ IDÉALE?

L'Église, société idéale, est-ce bien là ce que Dieu veut? Ou bien, cette conception de l'Église n'est-elle pas, plutôt, une utopie de l'homme?

Nous proposons quelques réponses à cette question vitale pour tous les chrétiens. Ces réponses ne sont pas limitatives, ni même suffisamment développées, elles affirment cependant, à l'appui des Écritures, que Dieu veut faire de son Église une société idéale. Mais il faut, pour ce faire, que l'Église remplisse certaines conditions:

- 1) Ses membres doivent se conformer à des principes identiques.
- 2) Ses membres doivent prendre garde à l'individualisme.
- 3) Ses membres doivent reconnaître à quels besoins l'Église répond.
- 4) Ses membres doivent être libres, mais apprendre quel usage ils peuvent faire de la liberté.

1) Ses membres doivent se conformer à des principes identiques.

Dieu est meilleur sociologue que l'homme. Il connaît la réalité sociale selon laquelle «sans une même définition du bien et du mal, il est impossible de construire une société où chacun soit pleinement heureux». ¹ Même les sociétés dites athées qui, par définition, ne devraient pas se préoccuper de questions éthiques, ne peuvent échapper à cette règle.

Les communistes chinois, par exemple, discuteront du rapport entre «le perfectionnement individuel à la Liou Chao-chi et l'ascèse selon Mao». ² Le marxisme se croit habilité à redéfinir «l'amour» ou la «liberté» (ce furent ces définitions philosophiques, voire «morales», qui constituèrent le fondement du dogmatisme stalinien). ³ Ce fait est remarquable (mais propre aux contradictions inhérentes à l'athéisme): ce sont les sociétés les plus athées où l'on prétend se soucier le plus d'une éthique sociale et individuelle, donc d'une définition du bien et du mal! (Bien entendu, l'athéisme nage dans la contradiction — et il s'y noie — à partir du moment où il veut proposer une éthique de l'homme. Mais le fait est qu'il a besoin d'une telle éthique, c'est-à-dire une «morale» individuelle, pour construire sa «société idéale».)

L'homogénéité du groupe social, et même la réussite de toute entreprise collective, dépend de l'accord plus ou moins grand de chacune de ses parties sur ce qui constitue les principes identiques que tous doivent accepter, et pratiquer. Il en va de même pour l'Église: chaque membre doit arriver à une connaissance précise, approfondie et vécue des principes essentiels dont l'ensemble s'appelle «loi de Christ». ⁴

Expression plus complète, plus parfaite, plus universelle et plus éternelle de la «loi de Dieu», la loi de Christ n'est pas cependant en conflit avec la loi de Dieu

telle qu'elle nous est présentée, par exemple, dans les dix commandements. Celui qui veut connaître la loi de Christ ne peut se dispenser d'une connaissance du décalogue. Or, dans l'état actuel du «christianisme», bien qu'il soit de bon ton de souligner l'œuvre de la «grâce» et de «l'Esprit», l'œuvre de la loi est ignorée. Chacun peut aisément vérifier ce fait en demandant à ceux qui se disent «chrétiens» qu'ils récitent les dix commandements... On constate que très peu de gens savent que le décalogue nous interdit de convoiter la propriété de notre prochain ou de porter un faux témoignage. D'un point de vue doctrinal, aussi bien que logique, l'ignorance de la loi implique l'ignorance du péché (Romains 7:7) et l'ignorance du péché rend impossible toute repentance (cf. Matthieu 3:1-6): or, la grâce ne saurait être appliquée à celui qui ne s'est pas repenti (Actes 2:38, 39)! Ainsi, l'Écriture nous apprend que la loi est un **PÉDAGOGUE pour nous amener à la foi** en Christ (le «pédagogue» est, dans la Bible, celui qui conduit l'enfant au maître).⁵ La foi ne peut se dispenser d'une connaissance de la loi: en fait, sans une connaissance de la loi, la foi ne peut même pas exister (pour ceux qui n'ont pas reçu la loi écrite, il y a une loi inscrite dans la conscience).⁶ Parler de péché, de repentance, ou même de baptême, à celui qui ignore jusqu'à l'existence d'une loi de Dieu (et l'athéisme de notre siècle s'évertue à convaincre les hommes de l'inexistence, ou de l'inutilité, d'une telle loi), c'est vouloir élever des murs sans avoir posé de fondations! Au demeurant, si nous méconnaissions ce qui a été gravé sur des pierres, ne prétendons pas connaître ce que Dieu veut graver dans notre cœur! Ne pourrait-on pas dire que les lois de l'ancienne alliance (l'alliance de Dieu avec Israël) sont, à l'instar du culte, une ombre, une figure des lois de la nouvelle alliance (alliance qui comprend Juifs et gentils). Voyez Hébreux 10:1; II Corinthiens 3:7-18.

Quel maître d'école enseignerait la syntaxe avant l'alphabet? Quel architecte ferait les plans du toit sans se préoccuper de la fondation? Les nouveaux convertis ne doivent-ils pas être instruits, en tout premier lieu, dans les rudiments de la Parole de Dieu (cf. Hébreux 6:1, 2)?

Bien sûr, il ne s'agit pas d'en rester aux rudiments de la loi de Dieu (cf. Galates 4:8-12). Il ne s'agit pas de méconnaître le caractère passager de la loi de Moïse. Les chrétiens ne doivent pas se contenter d'une connaissance élémentaire des lois divines. Mais il faut, en tout cas, s'assurer que chaque chrétien connaît ces rudiments. Dans le cas contraire, nous construirions sur du sable...

2) Ses membres doivent prendre garde à l'individualisme.

Le Français, dit-on, est réputé pour son individualisme. Sans doute, il s'agit là encore, d'un jugement superficiel. Bien des exemples démontrent que le Français n'est pas toujours, et dans tous les cas, un individualiste forcené. Quoiqu'il en soit, l'individualisme est grave dans la mesure où il nous rend incapables d'apprendre à régler notre comportement sur des principes identiques. C'est alors qu'il fait de

nous des êtres irresponsables, des hommes et des femmes qui menacent constamment l'unité du groupe ou de la collectivité. L'individualisme dans ce sens est toujours aux dépens d'autrui; ce sont toujours les autres, et pas nous-mêmes (car alors nous cesserions d'être individualistes!), qui doivent en payer les conséquences. Cet individualisme qui méconnaît l'intérêt collectif peut être un danger pour un peuple ou une nation et il constitue, pour l'Église, une menace certaine. Du point de vue social, l'individualisme qui consiste à fermer les yeux sur l'intérêt collectif est le même qui nous fait exiger la satisfaction de nos «droits»: nous refusons, alors, d'être individualistes... quand les autres prennent en charge l'éducation de nos enfants, nos soins médicaux, nos besoins alimentaires etc... C'est alors qu'on voit «l'individualiste» qui se dresse pour réclamer la satisfaction de ces «droits» qui sont, bien entendu, pris en charge par la collectivité! Tout ceci n'est, ni plus ni moins, que le mépris des autres, le mépris de la collectivité humaine. Or, Dieu n'admet pas que nous méprisions les hommes faits à son image. Il admet encore moins que nous méprisions les frères et sœurs en Christ. Il y a donc un individualisme qui n'est que le mépris des hommes (cf. I Pierre 2:17; Romains 13:7; Proverbes 11:12; 14.21), mais qui ne nous empêche pas de réclamer nos «droits». De toute façon, ce n'est pas en exigeant ses «droits» qu'on contribue au perfectionnement de l'Église de Dieu. Dans certains cas, c'est au détriment de l'Église que nous exigeons nos droits et, ce faisant, nous nous constituons pécheurs (cf. I Corinthiens 9.5, 12, 14, 15).

Dans l'Église, Dieu ne se préoccupe pas tant de nos «droits». Ce sont plutôt nos besoins qui importent.

3) Ses membres doivent reconnaître à quels besoins l'Église répond.

L'accomplissement de notre destinée humaine passe par un chemin étroit et difficile: celui du renoncement à nous-mêmes. Nous ne pouvons obtenir la vie éternelle qu'en empruntant ce chemin.

Le problème fondamental de l'homme, tel qu'il est posé dans la Bible, est celui de ses véritables besoins. Les protagonistes de la révolution française, et ceux du manifeste communiste, parlent, en long et en large, des «droits» de l'homme. Mais faire du besoin essentiel de l'homme la satisfaction de ses «droits», c'est méconnaître la réalité de besoins beaucoup plus essentiels et qui sont, quant à eux, «mesurables et observables». ⁷ Tant que ces besoins essentiels ne sont pas satisfaits, l'homme demeure une créature misérable, quand bien même tous ses «droits» seraient respectés.

Ce n'est pas la satisfaction d'un «droit» qu'on reçoit à la conversion. Aucun homme n'a «droit» au salut, bien que tous puissent y avoir accès (cf. Romains 3:23; 5:1-11; 6:23). La lecture du Nouveau Testament ne doit donc pas se faire à travers les lunettes d'une charte des «droits de l'Homme». Cette importance qu'attachent tant de nos contemporains aux droits de l'homme, enfant de la Révolution française

et fruit d'un certain libéralisme démocratique, peut avoir des mérites politiques selon qu'ils sont bien appliqués. Mais nous commettons une erreur fatale — erreur de laquelle découlent la plupart des hérésies — lorsque nous reportons les clichés philosophiques et politiques de notre époque, ou de notre société, sur notre conception de l'Église.

On reporte dans l'Église le cliché philosophique des droits de l'homme lorsqu'on exige par exemple, de pratiquer ce que Dieu n'a pas expressément autorisé, et cela sous prétexte d'un droit individuel à la liberté: à ce moment-là, nous introduisons dans l'Église, sans nous en rendre compte, l'esprit révolutionnaire et syndicaliste! Ainsi va ce genre de raisonnement: «Puisque Dieu n'a pas interdit l'usage des instruments pour l'adorer, ne sommes-nous pas libres, n'avons-nous pas le **droit** de les utiliser?» On croit réclamer des «droits» à l'Église, mais en réalité, c'est à Dieu qu'on réclame «le droit d'avoir des instruments», comme s'il ne nous avait pas déjà donné *«tout ce qui contribue à la vie et à la piété»* (II Pierre 1:3)! Les Israélites, auxquels Dieu avait accordé la manne et les caillies, ne réclamaient-ils pas les melons d'Égypte dont ils préféraient le goût délicat?

Est-ce bien de nos «droits» que traite le Nouveau Testament? N'est-ce pas plutôt de nos **besoins**? Si Dieu ne nous a pas expressément accordé, ou autorisé, quelque chose (comme, par exemple, les instruments de musique pour le louer), est-ce pour nous donner tout loisir d'en réclamer l'usage? ! N'est-ce pas plutôt en fonction de nos **besoins** que Dieu autorise, ou n'autorise pas, quelque chose? Nous n'avons pas d'instruments parce que Dieu, dans la nouvelle alliance, ne les a pas autorisés; et Il ne les a pas autorisés parce que, de toute évidence, nous n'en avons nul besoin! Et si nous n'en avons pas **besoin**, de quel «droit» en réclamons-nous l'usage? Si chaque chrétien réclame ses «droits», et qu'il détermine ces derniers en fonction de ce que Dieu **n'interdit pas** (ce qui est toujours le cas), nous arriverons bien vite au schisme... chacun se faisant sa petite religion.

Ce que nous devons comprendre, c'est que la logique philosophique et politique des droits de l'homme n'est pas forcément «logique» dans l'Église! En fait, cette «logique» est aux antipodes de tout ce que le Christ nous enseigne.

L'Église n'a pas pour but de faire respecter les «droits» de chaque individu: son but est de satisfaire le besoin d'unité, d'harmonie, d'entente qu'ont les hommes. La satisfaction de ce besoin collectif passe avant la satisfaction de droits individuels! Les hommes auront l'unité et la paix... s'ils sont prêts à en payer le prix! Que celui qui exige ses «droits» prenne garde, ce faisant, à ne pas détruire l'œuvre de Dieu. Jésus, qui était *«égal avec Dieu»* renonça, pour un temps, aux «droits» qui étaient les siens... *«et s'est humilié lui-même, se rendant obéissant jusqu'à la mort»* (Philippiens 2:6 et suiv.). Ce que Jésus a fait pour nous sauver, sommes-nous prêts à le faire pour préserver l'unité de son Corps?

4) Ses membres doivent être libres, mais faire un usage légitime de la liberté.

Au problème du droit individuel est lié celui de la liberté individuelle. S'il n'y avait pas de liberté dans l'Église,⁸ cette dernière ne pourrait être une société idéale. Mais, d'un autre côté, si la liberté est mal exercée l'Église court à sa perte.

L'homme, d'une façon générale, ne peut jamais se servir impunément de la liberté. On peut, avec la liberté, de même qu'avec le marteau, briser ou édifier. Que ferons-nous de la liberté, cet instrument merveilleux et dangereux à la fois?

L'usage de la liberté doit d'abord nous être dicté en fonction de ses conséquences. Ceci constitue la loi élémentaire dans l'usage de la liberté. Dieu n'a pas empêché l'accès à l'arbre de la connaissance du bien et du mal, mais il en a souligné les conséquences: «*Car le jour où tu en mangeras, tu mourras.*» (Genèse 2:17). En fait, l'ordre naturel des choses nous enseigne quotidiennement ce principe: toute faute se paie. «C'est pourquoi les familles, les nations et les races, qui n'ont pu distinguer le défendu du permis s'abîment dans les catastrophes, la dégénérescence et la mort».⁹

Dans la vie spirituelle, dans la vie de l'Église, les fautes se paient. Certes, et il faut à tout instant le reconnaître, «*il n'y a sur la terre point d'homme juste qui fasse le bien et qui ne pèche jamais*» (Ecclésiaste 7:20). Mais reconnaître nos fautes n'en diminue pas les conséquences. Et n'est-ce pas l'insensé qui commet plusieurs fois la même faute, alors qu'il en connaît fort bien les conséquences? «*Une réprimande fait plus d'impression sur l'homme intelligent que cent coups sur l'insensé*» (Proverbes 17:10). La sagesse qui vient de Dieu peut seule nous apprendre un usage légitime de la liberté (cf. Jacques 1:5-8 et 22-27). En tout cas, ce n'est pas la volonté de Dieu que nous nous complaisions dans l'imperfection, que nous nous refusions d'apprendre, ou que nous nous obstinions dans un comportement dont les conséquences néfastes ne sont que trop évidentes.

Tout ce qui nuit à la paix, à l'unité, à la charité dans l'Église devient l'instrument de notre propre mort, quand bien même cet instrument s'affublerait du beau nom de «liberté». Lorsque la liberté que nous avons en Jésus-Christ ne nous amène pas à devenir des esclaves de la justice, elle n'est plus que semblant et prétention. De fait «*chacun est esclave de ce qui a triomphé de lui*» (II Pierre 2:19). Serons-nous les maîtres ou les esclaves de la liberté?

NOTES

1) Alexis Carrel «Réflexions sur la Conduite de la Vie» p. 103.

2) Guy Lardreau «L'ange» p. 146. 147 (Grasset).

3) J.F. Revel «La Tentation Totalitaire» p. 12 (Robert Laffont).

4) «Quoique je ne sois point sans la LOI DE DIEU, étant sous la LOI DE CHRIST» (I Corinthiens 9:21).

5) Galates 3:19 et suiv.

6) Romains 2:12-16

7) Alexis Carrel Ibid. p. 23.

8) La liberté chrétienne est la liberté de SERVIR Dieu dans un esprit NOUVEAU (Romains 7.6).

9) Alexis Carrel, Ibid. p. 50.

Y.O.